

Unité inter-départementale des Alpes du Sud  
84, rue des Artisans, ZI Saint-Joseph  
04100 MANOSQUE

Marseille, le 16/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GEOSEL MANOSQUE**

PASSAIRE ST MARTIN  
CS 90024  
04107 MANOSQUE  
04100 Manosque

Références :  
Code AIOT : 0006405518

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement GEOSEL MANOSQUE implanté PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 MANOSQUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GEOSEL MANOSQUE
- PASSAIRE ST MARTIN CS 90024 04107 MANOSQUE
- Code AIOT : 0006405518
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité du site est le stockage en cavités salines souterraines d'hydrocarbures liquides (produits raffinés et brut notamment).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Arrêté Minsitériel du 26 mai 2014 : SGS - sous-traitance (action nationale 2022)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Liste sous-traitants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
2	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
3	Procédures d'intervention	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.3	/	Sans objet
4	Situations d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.1	/	Sans objet
5	Exercices POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I.5	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

La visite d'inspection n'a pas mis en évidence de non-conformité concernant la gestion des sous-traitants. Le logiciel en cours de déploiement devrait permettre d'améliorer le système de suivi des entreprises sous-traitantes, notamment en ce qui concerne la gestion des habilitations.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 :** Liste sous-traitants

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Organisation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Le personnel des entreprises extérieures travaillant sur le site mais susceptible d'être impliqué dans la prévention et le traitement d'un accident majeur est identifié. Les modalités d'interface avec ce personnel sont explicitées.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un logiciel informatique dans lequel sont recensés tous les sous-traitants. Ce logiciel est partagé avec les entreprises sous-traitantes. Celles-ci peuvent ainsi mettre à jour les informations générales concernant la société ainsi que la liste des personnes pouvant intervenir sur le site et les habilitations dont elle dispose.</p> <p>Geosel fait intervenir des sous-traitants de manière ponctuelle dans le cadre d'un projet par exemple ou de manière permanente. Les sous-traitants permanents sont en charge des travaux électriques, sur l'instrumentation, la mécanique et l'entretien des espaces verts (le site est situé au cœur du Parc naturel régional du Lubéron). Ils disposent de leurs propres locaux sur le site. Les sous-traitants permanents sont sous contrat de 3 ans. A noter que Geosel dispose également de sous-traitants permanents pour la partie canalisation de transport, le ménage et le gardiennage.</p> <p>Lors de l'élaboration de la fiche de renseignement (sur le logiciel), les entreprises doivent préciser pour chaque intervenant les habilitations dont il dispose et les dates de validité. Tous les intervenants doivent a minima disposer d'une habilitation GIES et ATEX. D'autres habilitations spécifiques métiers peuvent être requises.</p> <p>Pour chaque projet, le donneur d'ordre crée un plan de prévention auquel est rattaché la fiche de renseignement de la ou des entreprises concernées. Cela implique que l'ensemble des personnes associées à l'entreprise sous-traitante sont affectées au plan de prévention. L'entreprise communique par mail quelques jours avant l'intervention le nom des intervenants.</p> <p>Les dates de validité des habilitations sont uniquement vérifiées par échantillonnage lors des visites HSE ou de manière systématique lorsqu'une supervision HSE a été mise en place (voir point de contrôle n°2) .</p> <p>En fonction des domaines d'intervention cochés, le logiciel propose automatiquement une liste générique des risques et de mesures à mettre en place. Cette liste permet d'avoir un fil conducteur à suivre lors de l'analyse de risque.</p> <p>A noter que l'exploitant a transmis en amont de l'inspection le tableau excel recensant l'ensemble des Plan de Prévention en cours sur l'année 2022. Pour chaque Plan de prévention, il est indiqué la ou les sociétés devant intervenir ainsi que le ou les sous-traitants de ces sociétés. Les sous-traitants de Geosel ne peuvent faire appel qu'à un seul niveau de sous-traitance (pour éviter la sous-traitance en cascade). Par contre, ils peuvent faire appel des sociétés sous-traitantes différentes en fonction des domaines d'intervention. Pour 2022, il y a 92 plans de prévention ouverts auprès de 127 entreprises directes.</p> <p>Le plan de prévention est valable pour une durée légèrement supérieure à celle du chantier lors des projets afin de permettre aux entreprises de revenir si des reprises sont à effectuer. Le plan de prévention est revu annuellement pour les entreprises permanentes.</p> <p>Le plan de prévention est visé par le responsable HSE, l'entreprise sous traitante et le donneur d'ordre.</p> <p>L'autorisation de travail correspond à une intervention par une équipe sur une installation.</p>

Chaque jeudi, le planning des interventions de la semaine suivante est défini. Chaque vendredi, une réunion collégiale (exploitant, donneur d'ordre, responsable HSE) réalise l'analyse de risque associé à l'intervention. Les informations sont transmises via le logiciel à l'entreprise sous-traitante qui doit contre signer le document le vendredi. Dans le cas contraire, une autorisation de travail « en urgence » devra être délivrée ce qui est plus contraignant pour l'entreprise.

Le jour de l'intervention, le chef de quart délivre l'autorisation de travail au sous-traitant. Celle-ci est valable pour la journée. Elle contient l'analyse de risques et les mesures à prendre. Une version papier est imprimée et fournie à l'intervenant.

Le poste de garde délivre des badges d'accès aux personnes lorsqu'il a été informé de la venue de ces personnes. Il s'agit alors de badge journalier et il n'y a pas de vérification des habilitations. Les badges « permanents », dont la durée de validité correspond à la durée du plan de prévention, sont délivrés par le responsable HSE. A cette occasion, le responsable HSE s'assure que la personne a été déclarée par l'entreprise dans sa fiche de renseignement sur le logiciel. Par contre, il n'y a pas de vérification des habilitations.

**Observations :** Le logiciel utilisé pour les plans de prévention est mis en œuvre sur le site depuis seulement 2 ans. De nouvelles fonctionnalités sont ajoutées au fur et à mesure du retour d'expérience. Plusieurs pistes sont envisagées par Geosel afin d'améliorer le suivi des habilitations, notamment pour les sous-traitants permanents ou encore pour gérer la coactivité des entreprises sous-traitantes intervenant sur un projet en fonction de phasage des travaux.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Formation / documentation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p><b>Constats :</b> L'ensemble des personnes intervenant sur le site reçoit un accueil sécurité renforcé. Celui-ci présente entre autre les risques présents sur le site, les EPI, les consignes en cas d'alerte. Cet accueil est plus complet que celui suivi par les visiteurs.</p> <p>L'analyse de risques et les mesures à prendre sont définies et partagées avec les sous-traitants lors de l'élaboration du plan de prévention et lors de l'autorisation de travail (voir point de contrôle n°1).</p> <p>Lors de l'analyse de risque, il peut être décidé de mettre en place une réunion de démarrage de chantier, notamment s'il s'agit d'une entreprise qui n'intervient pas régulièrement sur le site ou lorsqu'il s'agit de travaux spécifiques. Il y a environ 4 réunions de démarrage par semaine.</p> <p>Certains chantiers peuvent faire l'objet d'une supervision HSE réalisée par Geosel ou par une entreprise extérieure indépendante de l'entreprise qui réalise les travaux.</p> <p>Des visites terrains dites « vérifications HSE » sont réalisées auprès des sous-traitants permanents et ponctuels. Ces visites sont réalisées par le personnel Geosel (cela fait partie de leur objectif individuel annuel). Il y a environ 150 visites par an.</p> <p>Le document utilisé pour les visites a été présenté. Il balaye différents thèmes de sécurité et d'environnement : la connaissance d'analyse de risque, les moyens mis en place, les EPI requis, la conduite à tenir en situation d'urgence, la propreté du chantier... Ce document est en cours de refonte pour prévoir des visites par le personnel Geosel et un document spécifique pour des visites du responsable HSE.</p> <p>Si des manquements sont décelés au cours des réunions de démarrage, des surveillances HSE ou des vérifications HSE, des causeries sont mises en place entre tous les intervenants, le chef de contrat et Geosel.</p> <p>Les sous-traitants permanents sont inclus dans le plan de formation de Geosel. Contractuellement, il est exigé que chaque intervenant participe à minimum 6 des 11 modules de formation mensuels proposés.</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le planning des modules a été présenté. Chaque mois, un thème différent est abordé (équipements EPI, consignes en situation d'urgence...). Un tableau permet de suivre la présence de chaque agent aux différents modules et s'assurer que l'objectif de 6 modules est respecté. Il s'avère qu'en moyenne les agents suivent 8 à 9 formations par an.</p> <p>De plus, un QRCode a la fin du module permet de tester les connaissances des personnes formées. Enfin, un module en fin d'année est prévu pour faire le bilan des connaissances revues dans l'année. A noter que les thèmes abordés lors des modules tiennent compte des retours faits suite aux visites HSE.</p> <p>Pour faciliter la formation des personnes postées, une version dématérialisée des modules est proposée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Procédures d'intervention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.</p> <p><b>Constats :</b> Le logiciel de délivrance des autorisations de travail permet de visualiser la localisation de l'intervention sur le site et la zone à risque. Il est également possible de visualiser l'ensemble des travaux prévus sur la journée et leurs zones de risques. Le chef de quart peut ainsi ordonnancer les travaux pour éviter les coactivités.</p> <p>Les instructions relatives aux opérations à effectuer sont rédigées par Geosel puis envoyées par information et éventuellement modification au sous traitant.</p> <p>Le permis feu est traité comme une autorisation de travail « spécialisée ». Il s'agit du même document que l'autorisation de travail classique mais pour lequel les propositions de mesures à mettre en œuvre sont plus importantes comme par exemple la mise en place de balise, prise de gaz régulière, prise de gaz avant travaux et parfois en continu. En fonction des projets, il peut être décidé de mettre en place une prise de gaz en continu. Celle-ci est alors effectuée par le personnel Geosel. Il peut également être décidé de mettre en place un superviseur HSE, il s'agit d'une entreprise extérieure qui est chargée de la surveillance du chantier.</p> <p>Tous les chantiers (avec ou sans permis feu) sont fermés en fin de journée par un opérateur Geosel. Dans le cas des permis feu, il est également vérifié l'absence de point chaud.</p> <p>L'autorisation de travail précise dans un encart en jaune si les opérations à effectuer concernent une MMRi ou si une action peut provoquer un arrêt brutal.</p> <p>Le personnel Geosel et les entreprises permanentes (électriques, mécaniques et instrumentation) sont habilitées à intervenir sur les MMR. L'exploitant a présenté la liste des personnes (Geosel et sous-traitant) ainsi que le type de MMR sur lequel elles sont habilitées à intervenir.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



#### N° 4 : Situations d'urgence

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les fonctions des personnels associés à la prévention et au traitement des accidents majeurs, à tous les niveaux de l'organisation, sont décrites, ainsi que les mesures prises pour sensibiliser à la démarche de progrès continu. Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<b>Constats :</b> Le formulaire de remontée des situations dangereuses est mis à la disposition des sous-traitants.  En cas d'évènement (fuite par exemple), le sous-traitant peut être amené à être le premier intervenant. Dans ce cas, il peut manipuler un extincteur (formation annuelle délivrée par Geosel) puis appeler la salle de contrôle. Seule la salle de contrôle a les attributions pour appeler les secours.  En cas de déclenchement d'une sirène POI / PPI, les sous-traitants doivent mettre en sécurité le chantier, garer et éteindre leur véhicule puis évacuer à pied vers le point de rassemblement le plus proche. L'ensemble des intervenants d'un chantier doivent évacuer ensemble. Un comptage doit être réalisé au niveau du point de rassemblement et remonté vers la salle de contrôle.  Tous les intervenants disposent d'une radio. Elle peut être fournie par Geosel notamment pour les sous-traitants intervenants ponctuellement sur le site. Le personnel Geosel peut ainsi communiquer les consignes à suivre durant l'évènement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Exercices POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, Annexe I.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, SGS – Maîtrise des procédures d'urgence
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cohérence avec les procédures du point 2 (Identification et évaluation des risques d'accidents majeurs) et du point 3 (Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation), des procédures sont mises en œuvre pour la gestion des situations d'urgence. Leur articulation avec les plans d'opération interne prévus à l'article L. 515-41 du code de l'environnement est assurée. Ces procédures font l'objet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'une formation spécifique dispensée à l'ensemble du personnel concerné travaillant dans l'établissement, y compris le personnel d'entreprises extérieures appelé à intervenir momentanément dans l'établissement ;</li><li>- de tests de mise en œuvre sous forme d'exercice, et, si nécessaire, d'aménagements.</li></ul>
<b>Constats :</b> En compléments des formations décrites au point de contrôle n°2 et de la conduite à tenir en situation d'urgence décrite au point de contrôle n°4, Geosel organise 1 exercice POI et 1 exercice PSI par an.  Les exercices POI sont joués en réel. Les sous-traitants présents participent à l'exercice soit en tant que sous-traitants soit en tant que témoins ou intervenants en fonction des scénarios.  Geosel dispose des observateurs à différents endroits du site afin de valider la réaction du personnel et des sous-traitants.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet